Domaine statistique 18
Finances publiques

Les informations statistiques sur les finances publiques de la Suisse sont élaborées par la section Statistique financière de l'Administration fédérale des finances (AFF). La statistique financière (SF) donne une vue d'ensemble de la situation financière de la Confédération, des cantons, des communes et des assurances sociales publiques conformément aux normes de présentation des comptes (modèle SF), au Government Finance Statistics Manual 2014 (GFSM 2014) du Fonds monétaire international et au Système européen des comptes (SEC 2010) de l'Union européenne. La statistique financière fournit les données sur lesquelles se fondent de nombreuses analyses de politique financière et sert de base de décisions aux milieux scientifiques, économiques et politiques.

SOURCES DE DONNÉES

La statistique financière se fonde sur les comptabilités financières des collectivités publiques (Confédération, cantons, communes et assurances sociales publiques) et des institutions qu'elles contrôlent (p. ex. collectivités, concordats, syndicats de communes, établissements, comptes spéciaux, fonds, etc.). Celles-ci utilisent parfois des modèles comptables différents pour leur rapport financier. Une tâche importante de la statistique financière est de réduire ces différences afin de produire une statistique harmonisée.

Le modèle SFP de la statistique financière recourt aux données du modèle SF, mais aussi aux séries de données de producteurs externes. En font partie les séries chronologiques de l'OFS, de la BNS et du SECO.

Les données de l'années 2022 ne sont pas encore définitives.

INFORMATIONS CONTEXTUELLES

Champ thématique **Économie et finances publiques** → p. 105

L’essentiel en bref

Les finances publiques suisses selon les directives nationales (SF)

La pandémie de COVID-19 a déclenché en 2020 une grave crise économique qui a fortement mis à mal les finances publiques. Les dépenses publiques ont considérablement augmenté de manière à soutenir les revenus, préserver l’emploi et financer les mesures de santé.

Entre 2012 et 2022, les dépenses totales ont augmenté de 21,1%, principalement en raison de la hausse des moyens engagés dans la protection sociale et la formation. Les années 2020 et 2021 ont été marquées par la crise du COVID-19 qui a entraîné une forte augmentation des dépenses dans les domaines de la protection sociale, de la santé et de l’économie. Courant 2022, avec la fin de la pandémie, la situation des finances publiques s’est sensiblement améliorée en Suisse. Les moyens non entièrement utilisés pour atténuer les effets de la pandémie, la forte croissance des recettes fiscales des cantons et la hausse des recettes des assurances sociales ont contribué à l’évolution favorable des finances publiques. Le modèle SF prévoit un excédent de 6,8 milliards de francs, principalement sur la base des soldes de financement positifs des cantons et des assurances sociales.

Selon les données de la statistique financière (SF), la dette publique a augmenté depuis 2020 en raison des dépenses supplémentaires induites par la crise sanitaire.

Les finances publiques suisses: comparaison internationale (SFP)

Depuis 2022, le solde de la Suisse est à nouveau positif, contrairement à celui des pays de l’OCDE et à la zone euro. Reste que les États-Unis, l’OCDE et les pays de la zone euro ont eux aussi vu leur solde s’améliorer nettement par rapport à 2020.

Les dépenses de protection sociale et de formation sont relativement élevées en Suisse par rapport à celles des pays de l’OCDE et de la zone euro. Les dépenses de santé sont par contre comparativement plus faibles, du fait de la part importante du financement privé du système de santé suisse.

En résumé, la pandémie de COVID-19 a eu un impact considérable sur les finances publiques en Suisse pendant les années 2020 et 2021: les dépenses de soutien à l’économie et au système de santé ont augmenté, ce qui a entraîné une hausse de l’endettement. En 2022, le taux d’endettement net était inférieur à celui de 2021 pour la plupart des pays, essentiellement en raison de la baisse des mesures de stabilisation visant à juguler la pandémie et en raison de la reprise économique.

	2000	2010	2019	2020	2021	2022
Modèle FS, en mios de francs						
Recettes des administrations publiques	**165 541**	**195 428**	**232 441**	**233 058**	**242 919**	**251 803**[e]
Confédération	53 116	64 742	76 960	74 132	78 076	79 253
Cantons	63 160	77 478	94 006	95 945	104 777	106 731
Communes	42 062	42 708	49 574	49 679	51 609	53 655[e]
Assurances sociales	44 949	54 449	64 708	79 394	74 434	72 588
Dépenses des administrations publiques	**153 722**	**192 853**	**224 920**	**252 039**	**249 645**	**245 008**[e]
Confédération	49 324	61 604	72 159	89 257	89 322	82 163
Cantons	60 315	76 261	91 354	100 822	101 740	102 357
Communes	40 594	43 116	50 183	50 956	51 807	53 342[e]
Assurances sociales	41 568	55 821	64 031	77 097	72 755	67 570
Solde de financement des administrations publiques	**11 819**	**2 575**	**7 521**	**−18 981**	**−6 726**	**6 795**[e]
Confédération	3 792	3 138	4 801	−15 125	−11 246	−2 910
Cantons	2 844	1 217	2 653	−4 877[1]	3 038	4 373
Communes	1 468	−408	−609	−1 276	−198	314[e]
Assurances sociales	3 382	−1 372	677	2 298	1 679	5 018
Secteur des administrations publiques: modèle SFP, en pour-cent du produit intérieur brut						
Quote-part du déficit ou de l'excédent	0,3%	0,4%	1,3%	−3,1%	−0,3%	1,2%[e]
Quote-part fiscale	27,1%	25,9%	27,7%	28,0%	28,1%	27,0%[e]
Quote-part des recettes	32,5%	31,8%	33,3%	34,0%	34,2%	33,1%[e]
Quote-part de l'État	32,2%	31,4%	32,0%	37,0%	34,5%	31,9%[e]
Taux d'endettement (Maastricht)	43,7%	29,2%	25,6%	28,2%	27,1%	26,2%[e]
Taux d'endettement net (FMI)	32,2%	22,0%	17,3%	20,5%	19,1%	16,2%[e]

[e] estimations
1 Ce déficit n'est pas principalement dû aux dépenses liées au COVID-19, mais plutôt à la recapitalisation de la caisse de pension du canton de Genève en 2020.

Répertoire statistique

Dans ce domaine, les statistiques proviennent de l'Administration fédérale des finances (AFF). Les pages suivantes présentent une sélection de données statistiques et de visualisations. Vous trouverez des informations plus détaillées, actualisées en permanence, sur les portails en ligne de l'AFF **www.efv.admin.ch** et de l'OFS **www.statistique.ch**.
Le domaine statistique Administration et finances publiques contient les rubriques et contenus suivants:

RUBRIQUE 18A

Les finances publiques suisses selon les directives nationales (SF)

Résultat financier • Compte de financement des administrations publiques
Recettes et dépenses par nature • Dépenses par fonction
Dépenses pour les mesures en lien avec la pandémie de COVID-19
et la guerre en Ukraine • Bilan de l'État • Dettes → p. 343

RUBRIQUE 18B

Les finances publiques suisses: comparaison internationale (SFP)

Dépenses publiques totales par rapport au produit intérieur brut (quote-part de l'État)
Quote-part des recettes • Dépenses publiques par fonction
Quote-part des capitaux de tiers • Taux d'endettement net → p. 346

Reposant sur le modèle comptable harmonisé pour les cantons et les communes (MCH2) et s'inspirant des normes IPSAS (International Public Sector Accounting Standards), le **modèle SF** assure la **comparabilité nationale**.

En respectant le standard de statistique financière du Fonds monétaire international, le **modèle SFP** assure la **comparabilité internationale** des données de la statistique financière suisse.

Les finances publiques suisses selon les directives nationales (SF)

Solde de financement

Entre 2014 et 2019, tant le solde de financement ordinaire de l'État que le solde comprenant les recettes et les dépenses extraordinaires ont eu tendance à s'améliorer. La pandémie de COVID-19 a causé le plus fort repli économique depuis des décennies et laissé en 2020 des traces profondes dans les finances publiques.

La nette hausse des dépenses supportées par les sous-secteurs Confédération, assurances sociales et cantons, et les importantes pertes fiscales enregistrées par la Confédération (notamment au niveau de l'impôt anticipé) ont porté le déficit dans le solde de financement de l'ensemble du secteur des administrations publiques à 19 milliards de francs. Une grande partie des dépenses supplémentaires a servi à soutenir les revenus et à préserver les emplois (allocation pour perte de gain et indemnité en cas de réduction de l'horaire de travail, p. ex.), et à financer des mesures de santé (achat de matériel sanitaire et de tests COVID, p. ex.). Malgré une augmentation des recettes fiscales dans les quatre sous-secteurs, il résulte des diverses mesures un déficit de 6,7 milliards de francs pour les administrations publiques en 2021.

L'ANNÉE 2022 SOUS LE SIGNE DE LA REPRISE ÉCONOMIQUE

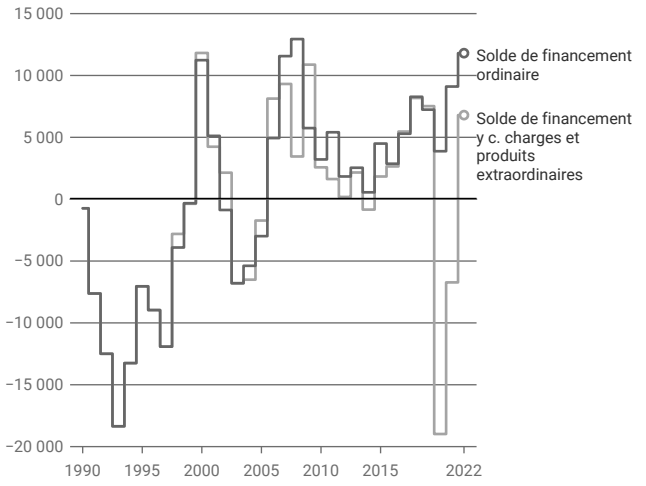
La situation de l'économie suisse s'est nettement améliorée en 2022 avec la fin de la pandémie de COVID-19. Les moyens non entièrement utilisés pour atténuer les effets de la pandémie, la forte croissance des recettes fiscales des cantons (leur solde de financement positif s'est élevé à 4,4 milliards de francs) ainsi que la baisse des dépenses et la hausse des recettes des assurances sociales (solde positif de 5,0 milliards de francs) ont largement contribué à l'évolution favorable du résultat du secteur des administrations publiques. En revanche, le sous-secteur de la Confédération a clôturé sur un solde de financement négatif de 2,9 milliards de francs. Le résultat financier des communes est estimé à 0,3 milliard de francs. Pour l'ensemble des administrations publiques, le modèle FS prévoit donc un excédent de 6,8 milliards de francs.

Recettes et dépenses

RECETTES PAR NATURE

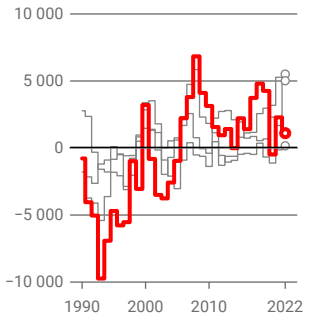
De 2011 à 2021, les recettes de l'État ont augmenté de 40,6 milliards de francs à 250 milliards, soit une hausse de 20,1%. Les impôts, qui constituent la principale source de financement de l'État, ont représenté en 2021 84,3% du total des recettes de

Solde de financement
Secteur des administrations publiques (total), en mios de francs

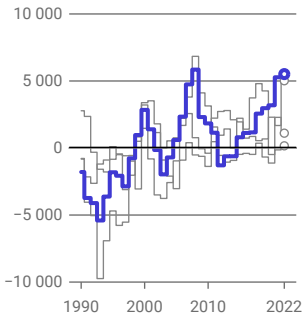


Solde de financement ordinaire
En mios de francs

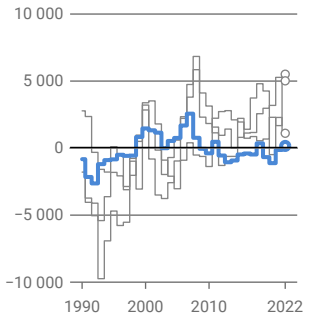
Confédération



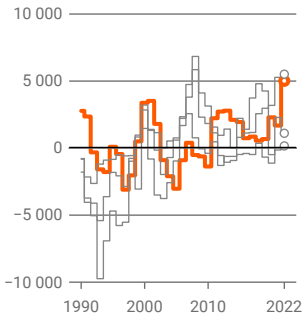
Cantons



Communes



Assurances sociales



243 milliards de francs. Les impôts directs sur les personnes physiques ont fourni la plus grosse partie (30%) du total des recettes. Les cotisations des assurés et des employeurs aux assurances sociales figurent en deuxième position: elles ont généré 50,7 milliards de francs, soit 20,9% du total des recettes. Ces deux catégories représentent depuis 2011 pratiquement la moitié des recettes du secteur des administrations publiques.

DÉPENSES PAR NATURE

La plupart des ressources du secteur des administrations publiques ont été redistribuées aux autres secteurs de l'économie (entreprises, ménages) via les dépenses de transfert. Cela concerne aussi les mesures prises en lien avec la pandémie de COVID-19, dont la plupart ont bénéficié en 2021 aux entreprises, aux travailleurs salariés et aux indépendants touchés par la crise, sous la forme de paiements de transfert extraordinaires. De 2011 à 2021, les dépenses de transfert ordinaires ont augmenté de 24,8 milliards de francs et représentent 49,6% des dépenses totales en 2021. Elles représentent le poste de dépenses le plus important.

Le deuxième poste le plus important est celui des dépenses de personnel, qui représentent 22,4% des dépenses en 2021. En l'espace de dix ans, les dépenses de personnel ont augmenté de 9,5 milliards de francs, soit de 20,5%.

DÉPENSES PAR FONCTION

Les dépenses totales se montaient à 250 milliards de francs en 2021, soit une augmentation d'environ 49 milliards (+24,4%) depuis 2011. Les domaines «Protection sociale» et «Formation» ont concentré en 2021 respectivement 40,6 et 16,6% des dépenses des administrations publiques.

Dans le domaine de la protection sociale, les dépenses ordinaires ont augmenté de 19,1 milliards de 2011 à 2021, pour atteindre 101,5 milliards de francs. Cette hausse de 25,1% est essentiellement due à celle des dépenses liées à l'assurance vieillesse et survivants, qui ont augmenté de 9,5 milliards de francs pendant cette période, pour s'élever à 51,4 milliards. Les dépenses extraordinaires, lesquelles ont essentiellement consisté en indemnités en cas de réduction de l'horaire de travail due à la pandémie de COVID-19, se montaient en 2021 à 6,3 milliards de francs.

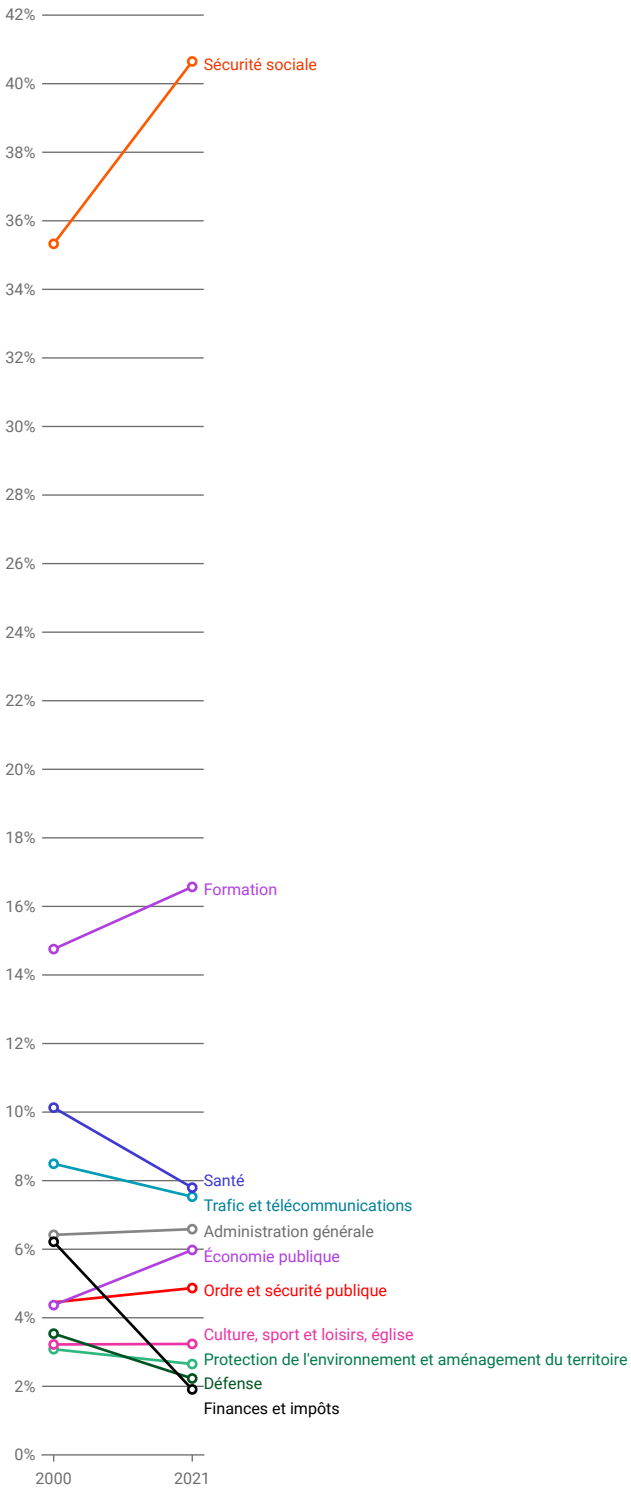
La formation représente le deuxième poste de dépenses selon la classification fonctionnelle. En 2021, les dépenses ordinaires des administrations publiques au titre de la formation ont atteint quelque 41,4 milliards de francs. Depuis 2011, elles ont crû de 7,6 milliards, soit une augmentation de 22,5%. Les plus fortes hausses sont signalées dans les domaines de la scolarité obligatoire (+4,0 milliards), des hautes écoles (+1,7 milliard) et de la recherche (+0,8 milliard).

PANDÉMIE ET GUERRE EN UKRAINE

Les dépenses liées au COVID-19 de la Confédération ont représenté en 2021 15,4% et en 2022 4,3% des dépenses totales. Celles des cantons ont représenté en 2021 6,8% et en 2022 2,0% des dépenses totales. Additionnées, les dépenses liées au COVID-19

Dépenses par fonction

Secteur des administrations publiques, part des dépenses totales



18

INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

Télécharger des graphiques, des tableaux, etc. à ce sujet

Diagrammes et carte p. 343–345

Sources: AFF – Statistique financière de la Suisse

Données les plus récentes: mars 2024

de la Confédération et des cantons ont représenté en 2021 6,7% et en 2022 2,2% des dépenses des administrations publiques.

Alors qu'en 2020, la Confédération privilégiait la protection sociale (13 milliards) et les cantons la santé (1,5 milliard), en 2021, ces derniers ont consacré par ailleurs une part importante de leurs dépenses aux mesures en faveur des entreprises pour les cas de rigueur dans le domaine de l'économie (4,8 milliards). Au niveau fédéral, les dépenses liées à la guerre en Ukraine se sont élevées à environ 0,7 milliard de francs en 2022.

Bilan et endettement

À la fin de 2021, la somme de l'actif du bilan des administrations publiques se montait à 492 milliards de francs, en hausse de 19,6 milliards (+4,1%) par rapport à la fin de l'exercice 2020. En dix ans, le total du bilan a connu une augmentation de 191,5 milliards. Cette forte hausse tient en bonne partie aux réévaluations d'actifs par les cantons et les communes lors du passage au nouveau modèle comptable harmonisé (MCH2).

Selon les chiffres définitifs de la statistique financière, le total des capitaux de tiers du secteur des administrations publiques se montait à 333,9 milliards de francs à la fin de l'exercice 2021, ce qui représente une hausse de 16,3 milliards par rapport à l'exercice précédent et de 68,6 milliards (+25,9%) sur dix ans. L'évolution sur dix ans tient en premier lieu à l'augmentation des provisions à long terme, qui ont crû d'environ 25 milliards de francs depuis la fin 2011 (+111,2%).

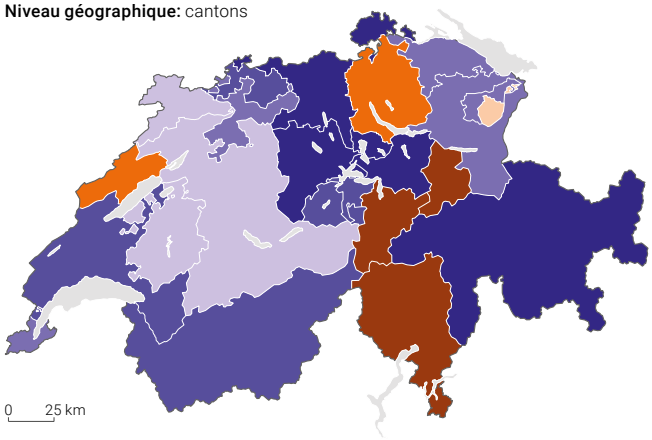
La forte hausse du capital propre des administrations publiques (+122,8 milliards par rapport à 2011) s'explique par les bons résultats et par les modifications entraînées par le passage à MCH2.

ENDETTEMENT

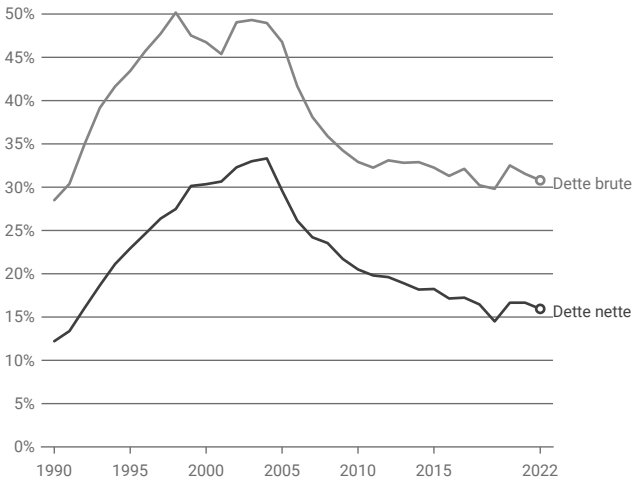
La dette brute nominale s'est accrue à un rythme soutenu au début des années 1990 et a atteint un pic en 2004, à 245,9 milliards de francs. À partir de 2004, la dette brute nominale et en pourcentage du PIB a commencé à diminuer notamment grâce à une conjoncture économique favorable ainsi qu'à l'introduction du frein à l'endettement au niveau de la Confédération et des «règles budgétaires» dans une partie des cantons et des communes. Cette tendance s'est poursuivie jusqu'en 2011, puis s'est nettement ralentie. Entre 2012 et 2019, la dette brute nominale s'est stabilisée aux alentours de 215 milliards.

À partir de 2020, les administrations publiques ont par la suite nettement augmenté la dette brute et nette pour financer les dépenses supplémentaires liées à la pandémie. Ces dépenses supplémentaires de la Confédération et des cantons ont été financées au moyen d'éléments du patrimoine financier et d'engagements financiers (créances comptables à court terme et emprunts). Avec la fin de la pandémie de COVID-19, l'endettement net en 2022 s'est maintenu à peu près au niveau de celui en 2021.

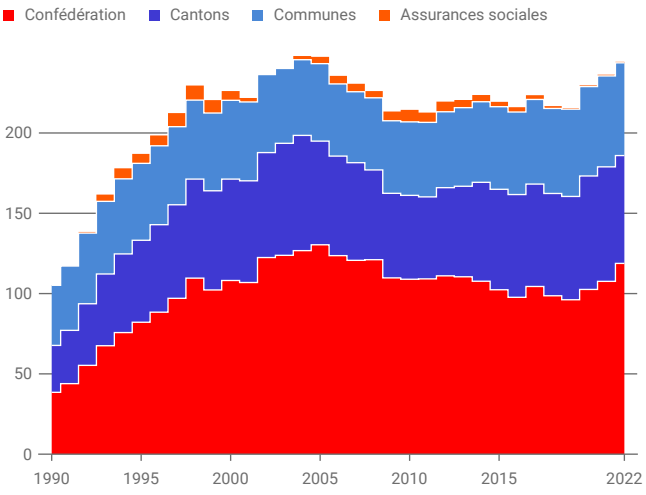
Solde de financement par habitant, en 2021
Cantons, communes incluses
Niveau géographique: cantons



Évolution de l'endettement
Secteur des administrations publiques
Par rapport au produit intérieur brut nominal



Évolution de l'endettement
En mrds de francs, dette brute



Les finances publiques suisses: comparaison internationale (SFP)

Afin d'assurer leur comparabilité au niveau international, les finances des administrations publiques sont aussi publiées selon les lignes directrices du FMI.

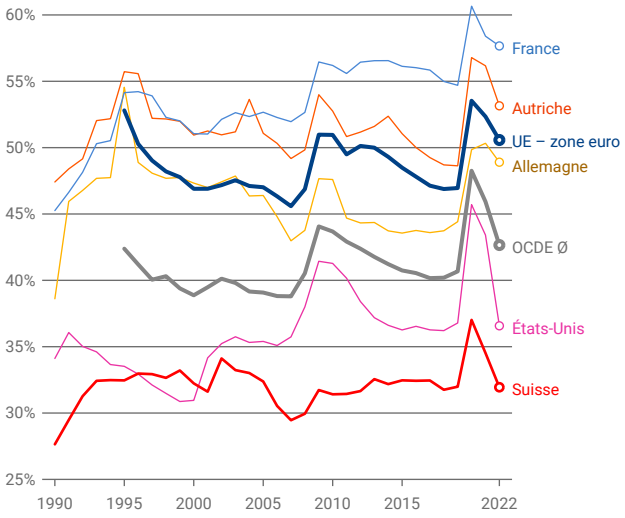
La pandémie de COVID-19 a creusé en 2020 des déficits records dans les finances publiques. Le déficit de la Suisse s'est cependant moins aggravé que ceux des pays de l'OCDE ou de la zone euro. Depuis 2022, le solde de la Suisse est à nouveau positif, sachant que les États-Unis, l'OCDE et les pays de la zone euro ont eux aussi vu leur solde s'améliorer considérablement par rapport à 2020.

En 2021, la quote-part des recettes des pays de la zone euro (+0,6 point de pourcentage) et de l'OCDE (+0,6 point de pourcentage) a même légèrement augmenté. Une croissance pour l'essentiel due à la reprise économique à la suite de l'assouplissement des mesures de lutte contre la pandémie. De leur côté, les recettes ont même davantage augmenté que la croissance économique. Aux États-Unis, la quote-part des recettes est passée de 30,8 à 31,8% du PIB. Elle a aussi augmenté en Allemagne (+1,2 point de pourcentage) et en Autriche (+1,6 point de pourcentage). En Suisse, elle a progressé de 0,3 point de pourcentage.

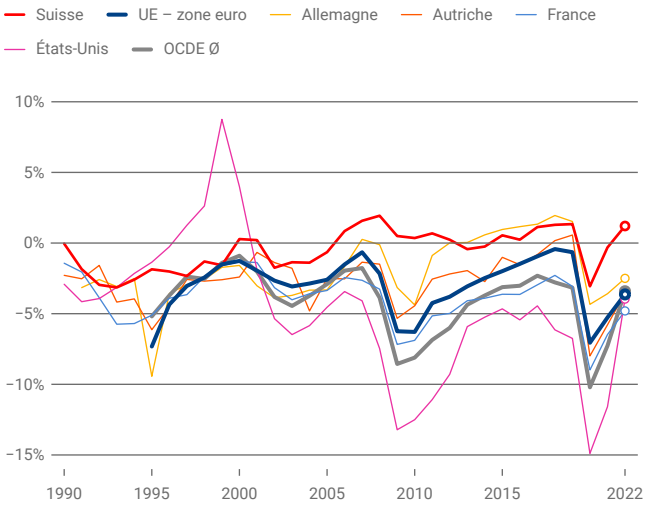
La quote-part des recettes a connu des évolutions variées en 2022. Elle a baissé de 0,1 point de pourcentage en moyenne dans les pays de la zone euro alors qu'elle augmenté de 0,6 point de pourcentage en moyenne dans ceux de l'OCDE. Pour l'Allemagne et l'Autriche, la quote-part a diminué respectivement de 0,3 et de 0,8 point de pourcentage. Elle a aussi baissé en Suisse, à savoir de 1,1 point de pourcentage à 33,1%. La principale raison en est l'augmentation relativement importante du PIB de 5,1% par rapport aux recettes au cours de cette période. L'Allemagne et l'Autriche ont montré une évolution similaire avec une hausse du PIB de respectivement 7,2% et 10,4%.

En 2020 et en 2021, les dépenses des 17 États de la zone euro atteignaient 53,5 et 52,3% du PIB, en hausse de respectivement 6,6 et 5,4 points de pourcentage par rapport à 2019. Une augmentation due aux conséquences de la pandémie de COVID-19. Pour 2020 et 2021, la quote-part de l'État suisse a augmenté de respectivement 5,0 et 2,5 points de pourcentage par rapport à 2019. Après avoir culminé à 37,0%, elle s'élevait encore à 34,5% du PIB à fin 2021 avant de baisser à 31,9% en 2022 en raison de la reprise économique, revenant ainsi à son niveau d'avant la pandémie.

Évolution des quotes-parts des États
Par rapport au produit intérieur brut nominal



Solde de financement
Par rapport au produit intérieur brut nominal



DÉPENSES PAR FONCTION (COFOG)

Au niveau international comme en Suisse, le premier poste de dépense des États est la protection sociale. En Suisse, la protection sociale a concentré en 2021 39,7% des dépenses, ce qui est légèrement inférieur à la moyenne de la zone euro. En 2021, les deux postes «Protection sociale» et «Santé» représentaient près de la moitié (47,7%) des dépenses totales.

Il existe une différence frappante entre la Suisse et les autres pays considérés sur le plan de la santé, qui est le deuxième poste de dépenses publiques de la zone euro en 2021, et le cinquième en Suisse. Cela tient au fait que dans bon nombre de pays européens, le système de santé est financé par les pouvoirs publics et non par les ménages, comme c'est le cas en Suisse. Dans la zone euro, la part des dépenses consacrée à la santé était en moyenne de 15,8% en 2021 (contre 11,3% en 1995). En 2021, elle était de 17,1% en Allemagne et de 8,0% en Suisse. Les États-Unis sont de loin le pays dont les dépenses de santé (10,1% du PIB) sont les plus élevées par rapport à sa performance économique au sein de l'OCDE (7,4% du PIB en moyenne).

En 2021, l'État suisse a dépensé 14,6% de ses dépenses totales pour le poste «Enseignement», une proportion nettement supérieure à la moyenne des États de l'OCDE (11,1%) et de la zone euro (9,0%).

ENDETTEMENT

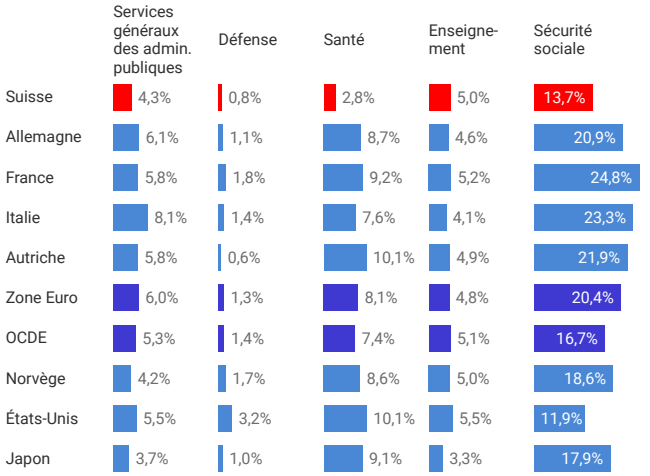
En 2021, la quote-part de nombreux pays a baissé, après avoir fortement augmenté en 2020 sous l'effet des mesures de stabilisation prises pour atténuer les conséquences économiques de la pandémie de COVID-19: elle a baissé de 6,4 points de pourcentage dans les pays de la zone euro, de 5,9 points dans l'OCDE, de 6,9 points aux États-Unis et de 2,2 points en Suisse.

Le taux d'endettement net de la Suisse a chuté de son plus haut de 39,4% du PIB fin 2004 à 17,3% du PIB fin 2019. Il a continué de baisser les années qui ont suivi la crise financière, alors que dans les autres pays considérés et les moyennes internationales, il a fortement augmenté, avant de se stabiliser. Il n'y a qu'en Allemagne que ce taux a reculé de 2013 jusqu'à la crise du COVID-19.

Les importants besoins de financement liés aux mesures de stabilisation visant à juguler la crise du COVID-19 ont fortement accru l'endettement net de la plupart des pays en 2020. Ce dernier a quelque peu baissé en 2021, pour afficher une tendance à la baisse depuis. En 2022, le taux d'endettement net était inférieur à celui de 2021 pour la plupart des pays, essentiellement en raison de la baisse des mesures de stabilisation visant à juguler la pandémie et en raison de la reprise économique. En 2022, le taux d'endettement net pour la Suisse s'élevait à 16,2%, contre 75,3% dans la zone euro et 48,2% en moyenne dans l'OCDE.

Dépenses de l'État par fonction, en 2021

Proportion du produit intérieur brut



INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

Télécharger des graphiques, des tableaux, etc. à ce sujet

	Sources	Données les plus récentes
Diagrammes p. 346	AFF – Statistique financière de la Suisse; base de données GFS du FMI, actualisée et complétée par l'Economic Outlook 114 de l'OCDE	mars 2024 OCDE: nov. 2023
Diagramme p. 347	AFF – Statistique financière de la Suisse; FMI-GFS; Tableau Eurostat 10a UE, zone euro, état des données; OCDE: moyenne de tous les États membres actuels (calcul propre)	mars 2024 UE: févr. 2024